



Iran

Accord sur le nucléaire

Le 14 juillet 2015, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les États-Unis, la Chine et la Russie, avec l'aide de la Haute Représentante de l'Union Européenne pour les Affaires Etrangères, ont signé avec l'Iran un protocole d'accord visant à limiter le développement du nucléaire à des applications civiles.

Ce protocole prévoit une levée progressive des sanctions établies par l'Union Européenne et les États-Unis, sur la base d'inspections menées par l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique).

Difficultés potentielles de ratification

Cet accord doit être au préalable ratifié dans chaque pays signataire, ce qui ne posera vraisemblablement aucun problème au niveau de l'Union Européenne.

Néanmoins, d'après les informations dont nous disposons, la situation aux Etats-Unis est la suivante : les Républicains, majoritaires au congrès, ainsi que quelques élus démocrates s'opposent à l'accord. Néanmoins, Barack Obama a la faculté d'opposer son veto à ce probable rejet et il faudrait derrière 2/3 des voix du Congrès pour renverser la position du président américain.

Les iraniens ont décidé de calquer leur procédure sur le calendrier américain, par prudence. Dans le cas extrême où les Etats-Unis ne ratifieraient pas l'accord, cela permettrait aux iraniens de sortir par le haut en ne ratifiant pas eux-mêmes.

Calendrier prévisionnel

L'accord prévoit les échéances suivantes :

- « Finalisation Day » (14 juillet 2015) : conclusion de l'accord puis approbation par le Conseil de Sécurité de l'ONU (20 juillet 2015)
- « Adoption Day » (90 jours après l'approbation de l'ONU, soit a priori mi-octobre) : début de mise en œuvre par les signataires des obligations prévues par l'accord, en particulier l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) qui doit certifier un certain nombre de sites iraniens
- « Implementation Day » (a priori début 2016) : sur la base de la certification AIEA, mise en œuvre de la levée progressive des sanctions
- « Transition Day » (8 années après l'Adoption Day ou avant s'il est démontré que l'Iran n'a plus aucune activité nucléaire à des fins militaires) : Levée des dernières sanctions
- « Termination Day » (10 années après l'Adoption Day ou avant s'il est démontré que l'Iran n'a plus aucune activité nucléaire à des fins militaires) : fin du régime de sanctions



Le programme de levée des sanctions, qui reste complexe, est donné à l'annexe V du protocole d'accord et, de façon plus explicite, dans le document de la DGT relatif à l'allègement des sanctions (voir liens ci-dessous).

Extraterritorialité de certaines sanctions américaines

Il est prévu que les Etats-Unis lèvent le caractère extraterritorial de certaines sanctions, en particulier celles relatives au « non-US persons », ce qui nécessite d'en faire évoluer la portée. La Direction Général du Trésor a envoyé une délégation aux Etats-Unis afin travailler sur ce point avec les agences américaines concernées.

Facturation

Il est probable que les entreprises aient encore des difficultés en ce qui concerne les transactions bancaires et ce pour une durée indéterminée. Il apparaît que certaines banques françaises soient très prudentes dans leur stratégie vis-à-vis de l'Iran, en particulier dans le cadre des effets extraterritoriaux de certaines dispositions américaines. La Direction Générale du Trésor a ainsi validé un schéma d'encaissement des factures par le moyen de compensations financières.

Si vous êtes intéressés par ce schéma, merci de bien vouloir prendre contact avec la FIM.

Divers

Business France a décidé de rouvrir un bureau à Téhéran, a priori localisé à l'ambassade de France. C'est l'actuel Directeur pour l'Arabie Saoudite, Mr Romain Kerval, qui en prendra la direction.

Pour en savoir plus :

- [Communiqué de presse européen \(en français\) et texte de l'accord \(en anglais\)](#)
- [Tableau de synthèse de l'allègement des sanctions établi par la Direction Générale du Trésor \(en français\)](#)